

Politique | Métropoles et villes intermédiaires, de l'Europe... aux Pyrénées-Atlantiques



C'est à l'initiative commune de la Fondation EUROPA (Entretiens Universitaires Réguliers pour l'Administration en Europe) et la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme) que s'est tenu en fin de semaine dernière le colloque « Métropoles et villes intermédiaires en Europe : confrontations ou alliances territoriales » en présence de géographes, spécialistes de sciences administratives, et élus confrontés aux enjeux du développement urbain. L'occasion aussi, après les lois MACTAM et NOTRe et à l'heure de la constitution du pôle métropolitain du Pays de Béarn et de la Communauté d'agglomération Pays Basque dans les Pyrénées-Atlantiques, d'entendre à une échelle plus locale, Jean-Paul Brin, Adjoint à la mairie de Pau et Nathalie Motsch, Présidente de l'Agence d'Urbanisme Atlantique et Pyrénées (AUDAP) sur cette question des villes « intermédiaires » de leur relation et stratégie au regard des métropoles voisines, mais aussi de leurs propres populations.

« Pendant des décennies, les villes petites ou moyennes sont celles qui ont connu le plus de développement », rappelait en début de journée, Ezio Micelli, professeur à l'Université IUAV de Venise. « Ce n'est qu'à partir de 2008 que les plus grandes villes se sont mises à croître plus vite que celles de taille moyenne et petite ». Un constat que le professeur italien dresse à l'échelle de l'Europe. Un fait de métropolisation qui a contribué à déséquilibrer les territoires absorbant souvent dans leur sillage, acteurs économiques, administrations, et habitants de villes voisines plus modestes... Mais face à ce constat, ces villes plus petites, dites « intermédiaires » n'ont pas dit leur dernier mot, et notamment les villes de Pau et Bayonne, qui dans les Pyrénées-Atlantiques, s'organisent avec leurs territoires.

"Le Big bang territorial"

Nathalie Motsch, Présidente de l'AUDAP, évoque même ici le « big bang territorial » en cours avec d'une part, la constitution de la Communauté d'agglomération du Pays Basque et ses 158 communes réunies, et d'autre part, le pôle métropolitain Pays de Béarn. « C'est une reconfiguration institutionnelle importante. Le Pole métropolitain du Pays de Béarn, sur l'économie et le tourisme, vise surtout la souplesse, et l'efficacité par la négociation entre ses

membres dans un esprit d'échange, de vivre ensemble et auquel adhèrent ceux qui le veulent. C'est la traduction d'une prise de conscience d'un destin commun sur un projet élargi. Sur le Pays Basque, c'est un véritable projet de territoire qui se crée avec des comités de projet par thématiques : mobilité, aménagement, etc... » Si le processus, n'est pas tout à fait le même, il est clair pour l'élue que « Pau et Bayonne se positionnent comme cœur de chauffe de futures métropoles, mais pas dans une position de concurrence ni entre elles, ni avec Bordeaux et Toulouse. » Il faut dire, à l'avantage des capitales basque et béarnaise, que malgré un réseau existant, ces quatre villes sont entre 1 à 2 heures de trajet, « il n'y a donc pas de phénomène d'asphyxie, on peut se permettre de prendre ce que l'on veut de Bordeaux ou de Toulouse », glisse l'élue. D'ailleurs plutôt que de villes intermédiaires, elle préfère le terme de « villes fortes » dans le sens où « Pau et Bayonne sont deux villes qui sont bien dans leur peau, qui s'assument telles qu'elles sont, c'est à dire chargées d'histoire et de patrimoine, avec des espaces de vie de grande qualité et des paysages qui sont une donnée fondamentale de notre territoire de demain. »

Politique urbaine, plutôt qu'aménagement du territoire

« Qualité de vie », c'est bien l'argument fort que doivent mettre en avant ces villes et notamment Pau pour son premier adjoint en charge de l'urbanisme Jean-Pau Brin. Selon lui, « les métropoles ne sont plus des espaces de vie, on y court contre le temps. » Coût de l'immobilier, temps de transports, fatigue... Autant de contre-arguments pour les métropoles qui laissent voir à l'élue autant d'opportunités à l'attractivité des villes intermédiaires. Mais tout n'est pas uniquement question d'équilibre (ou de déséquilibres) et d'aménagement du territoire entre métropoles et villes intermédiaires. « S'il y a bien eu un phénomène d'aspiration par les métropoles, c'est aussi à la périphérie de la ville que ça se joue. Au-delà de l'aménagement du territoire, c'est surtout une question de politique urbaine ». Autrement dit, c'est aux villes intermédiaires de se prendre en main en termes de vétusté de l'habitat, de vitalité du commerce, etc...

Autre point également soulevé par l'élue : la question de la fiscalité, « entre la ville centre qui assume tous les frais de la centralité et sa périphérie qui procède souvent à un véritable dumping fiscal pour attirer des habitants ou activités. Ici entre Pau et sa périphérie, on peut passer du simple au double en terme de fiscalité... sauf que si la ville centre meurt, la périphérie meurt aussi », prévient-il. Au-delà de ce petit règlement de compte interne, c'est bien pour l'adjoint au Maire de la ville de Pau, par ses atouts « sur l'environnement, l'éducation, la culture,... » qu'une ville doit jouer la carte de son attractivité.

Une vision partagée par le géographe Philippe Estèbe qui considère qu'une ville est intermédiaire « moins par sa taille que par ses fonctions. En plus des fonctions d'urbanité classique, elle apporte aux individus les ressources et le capital social nécessaire dans les trajectoires individuelles ». Le tout, dans l'idéal, dans un système d'intermédiation avec d'autres villes. Et de citer ici en guise d'exemple un jour possible « Pau Lourdes Bayonne et Tarbes », donnant alors à l'ensemble des allures de « région métropolitaine », .

Citoyens et aire urbaine, empêcher la déconnexion

Reste que pour l'heure, à l'échelle de la communauté de communes XXL du Pays Basque ou du pôle métropolitain du Pays de Béarn, bel et bien identifiés comme des processus de métropolisation de Bayonne et Pau à leurs échelles, faut-il encore que celui-ci ne soit pas une feuille de plus dans le mille feuille administratif... Le risque pointé étant celui du décrochage des citoyens. « L'objectif est d'avoir un territoire de qualité ; ça nous pose aussi l'obligation d'être limpides et d'expliquer ; l'obligation de sans cesse ramener l'individu dans ces grosses structures » considère notamment Nathalie Motsch.

En d'autres termes, empêcher une déconnexion contre laquelle la métropole d'Helsinki, en Finlande a pris quant à elle le parti de mettre en place récemment une forme d'urbanisme participatif affirmé dans la gouvernance de la ville-métropole, expliquait Emilia Palonen, Professeure de sciences politiques à l'Université d'Helsinki... La suggestion est lancée.



Solène Méric

Crédit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 24/09/2018
[Url de cet article](#)